

DÉCLARATION CONCERNANT LE TAR COMME MOYEN DE PRÉVENTION DU VIH :

pour contrer le VIH, il faut mettre à l'échelle les droits humains et l'accès au test et au traitement

Aux participant-es à la consultation de l'OMS sur le traitement antirétroviral pour la prévention du VIH :

Nous, organisations soussignées, sommes encouragées par des données en émergence à l'effet que le traitement antirétroviral (TAR) pourrait être un moyen efficace pour la réduction de l'incidence du VIH; et nous félicitons l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'ONUSIDA pour l'attention qu'ils portent à l'identification de moyens novateurs et scientifiquement valides pour accélérer les progrès vers l'accès universel à la prévention du VIH, à son traitement ainsi qu'aux soins et au soutien. Nous apprécions que l'exploration du TAR comme moyen de prévention soit abordée en tenant compte de ce but crucial, et notamment de réaliser des augmentations considérables du nombre de personnes qui connaissent leur état sérologique, et qui auraient un accès en temps opportun au traitement si elles sont séropositives.

Nous exhortons les agences des Nations Unies ainsi que les donateurs et les chercheurs impliqués dans cette exploration à ne pas oublier que des personnes qui vivent avec le VIH ou qui y sont très vulnérables rencontrent encore des obstacles qui les empêchent d'avoir accès au test de sérodiagnostic du VIH et à l'amorce plus précoce d'un traitement, en temps opportun, en raison de nombreuses violations de droits humains ainsi que d'obstacles cliniques et systémiques. Les modèles de recherche qui ne tiennent pas compte de ces obstacles et qui ne les abordent pas sont préjudiciables au but important de rendre disponible le TAR, comme moyen de prévention et comme traitement.

Comme l'ont affirmé l'OMS et l'ONUSIDA dans le *Guide du conseil et du dépistage du VIH à l'initiative du soignant dans les établissements de santé* (Guide CDIS), une multitude de preuves démontrent que la peur d'être ostracisé, de perdre un emploi, des relations et du soutien social ou de perdre la protection et l'amour familiaux constituent de puissants obstacles au recours au test du VIH et à un traitement pour le VIH/sida, de même qu'au maintien de ce traitement. Le Guide CDIS met de plus en relief la nécessité d'un contexte habilitant sur les plans juridique, social et des services de santé.

Dans le secteur clinique et des systèmes de santé, trop de personnes qui reçoivent un résultat positif au test du VIH sont privées de l'amorce en temps opportun d'un traitement qui les aiderait à gérer leur maladie et à réduire le risque de transmission de l'infection à autrui. L'amorce tardive du traitement est attribuable à divers facteurs qui nécessitent des recherches et une réflexion plus poussées, comme le manque de services diagnostiques gratuits, la lourdeur des exigences préalables à l'amorce d'un traitement, le manque de soutien pour les conseillers en matière de fidélité au traitement (qui sont dans bien des cas des bénévoles) et des délais d'approvisionnement en médicaments essentiels. Par ailleurs, il arrive que des personnes qui reçoivent un résultat positif au test retardent elles-mêmes l'amorce d'un traitement parce qu'elles n'ont pas accès à un traitement facile à prendre et à tolérer.

Il n'est ni souhaitable ni possible de procéder à une expansion du test et du traitement volontaires pour le VIH, de manière durable, pour une mise en œuvre du TAR comme moyen de prévention, sans répondre à ces défis des droits humains, du domaine clinique et des systèmes de santé. Il est crucial de soutenir et de renforcer les organisations de la société civile dans les communautés affectées, dans la tâche de créer un milieu habilitant.

Nous incitons tous les dépositaires d'enjeux à veiller à ce que les facteurs suivants fassent partie intégrante de toute initiative de planification et de mise en œuvre d'études de faisabilité ou de projets pilotes concernant le TAR comme moyen de prévention :

- Les éléments centraux du test et du counselling fondés sur les droits doivent être en place. Comme on l'a signalé dans le Guide CDIS (2007) : « L'issue est généralement plus positive lorsque le dépistage est confidentiel, effectué avec le consentement éclairé du patient et s'accompagne de conseils, lorsque le personnel est

correctement formé, que la personne est adressée après le dépistage aux services de suivi compétents et qu'il existe un cadre social, politique et juridique adéquat pour prévenir la discrimination. » [nous soulignons]

Toute étude de faisabilité ou projet pilote sur le TAR comme moyen de prévention doit inclure une évaluation du cadre social, politique et juridique, pour répondre aux obstacles aux protections des droits humains et aux obstacles au test et à l'amorce de traitement; cette évaluation doit précéder le début de l'étude ou du projet. Certains des éléments clés à inclure dans cette évaluation, issus de la définition d'un milieu habilitant fournie dans le Guide CDIS, sont de s'assurer de « l'existence et le respect de lois et de mesures politiques contre les discriminations sur la base du statut sérologique, du sexe et des comportements à risque ». Il faut notamment que ces textes « prévoient des protections juridiques et sociales de nature à renforcer le respect de la vie privée, l'autonomie et l'égalité des sexes ».

- Les études de faisabilité ou projets pilotes doivent assurer que les conditions suivantes sont en place pour garantir que le TAR comme moyen de prévention soit réalisé dans un contexte d'accès universel à la prévention, aux traitements, aux soins et au soutien :
 - Le traitement antirétroviral est disponible, peut être fourni sans délai indu à la suite du diagnostic et de manière durable, pour toute la durée de vie des participants séropositifs au VIH.
 - Il y a un accès gratuit ou à coût abordable à un ensemble complet de services de prévention et de traitement, y compris des condoms masculins et féminins; du matériel d'injection stérile pour les personnes qui font usage de drogue par injection; des services de prévention de la transmission périnatale du VIH; de l'information complète sur la transmission du VIH, y compris par voie sexuelle, et ce pour les femmes, les jeunes et le grand public; le diagnostic et le traitement de la tuberculose et des ITS; le soutien nutritionnel pour les personnes vivant avec le VIH; et le counselling et le soutien en matière d'allaitement.
 - Il existe des « codes déontologiques des soignants et des voies de recours pour les patients » dont les droits n'ont pas été respectés (Guide CIDS). Les voies de recours doivent être significatives et surveillées.
- Les études de faisabilité ou projets pilotes doivent inclure une participation significative des communautés où ces initiatives sont envisagées, et ce à toutes les étapes du travail. Ceci devrait inclure :
 - L'assurance que tous les membres de la communauté comprennent l'étude, et puissent poser des questions, avant son amorce.
 - L'assurance qu'une instance communautaire décisionnelle, représentant tous les dépositaires d'enjeux – société civile et autorités locales – ait un rôle significatif dans les décisions et dans la consultation à toutes les étapes du travail, conformément au rôle de « décideur » tel que défini dans les principes sur l'Implication accrue des personnes vivant avec le sida (ONUSIDA, 1999).
 - L'assurance que l'instance communautaire décisionnelle participe de manière significative à l'examen du cadre social, politique et juridique ainsi que de soins de santé, et de la question de savoir si le TAR, les services complets de prévention ainsi que les codes de déontologie sont en place avant que toute recherche soit amorcée.
 - L'assurance qu'une compensation soit versée pour les coûts raisonnables de la participation aux processus décisionnels concernant l'étude et pour la participation à celle-ci.

Développer et maintenir des programmes de traitement fructueux requiert de travailler dans le respect, et au renforcement, de la capacité des organisations de la société civile qui sont aux premières lignes de l'information sur les traitements, du counselling pour la fidélité au traitement, du soutien social et d'autres travaux auprès des personnes et communautés affectées par le VIH. La planification et l'octroi de ressources pour appuyer les organisations de la société civile devraient être au cœur de toute étude sur le TAR comme moyen de prévention.

Nous sommes désireux de travailler avec tous les dépositaires d'enjeux, pour faire en sorte que le cheminement vers un recours au TAR comme moyen de prévention soit une réelle occasion de réaliser l'accès universel à la prévention du VIH, à son traitement ainsi qu'aux soins et au soutien, et que cet accès soit centré sur les droits humains.

Signataires (*liste préliminaire*) :

Organisme

Academia Mexicana de Derechos Humanos
Acapulco Contra el SIDA
Acción Ciudadana Contra el SIDA
African Council of AIDS Service Organizations
Agencia de Noticias sobre Diversidad Sexual
AIDS Action Europe
AIDS and Rights Alliance for Southern Africa
Aid for AIDS
AIDS Foundation of Chicago
AIDS Law Project
AIDS Project Los Angeles
AIDS Saint John
AIDS Treatment Activists Coalition
AIDS Vaccine Advocacy Coalition (AVAC)
AIDS Vancouver
Alianza Latinoamericana y del Caribe en VIH y Sida por los niños, niñas y adolescentes
Alliance Against AIDS
Allies Linked for the Prevention of HIV & AIDS
All-Ukrainian Network of PLHIV
ALUVIHSUR
American Social Health Association
Amigos Contra el SIDA
Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
Asia Catalyst
Asia Pacific Network of People Living with HIV/AIDS
Asistencial Tiempo Nuevo
Asociación Coordinadora de Lucha Contra el SIDA – ACSLCS
Asociación Costarricense de Personas con VIH
Asociación de mujeres Garífunas viviendo con VIH o sida y afectadas
Asociación de Personas que Viven con VIH
Asociación Viviendo Positivamente
Asociatia SENS POZITIV
ASSOCIACAO KHALIDWE
Association AIDES
Association de lutte contre le sida (ALCS)
Association des Volontaires pour la Promotion des Jeunes
ASSOCIATION NATIONALE DE PROTECTION DES FEMMES ET ENFANTS HAITIENS
Association of Nurses in AIDS Care
Astitva
Astra

Pays

Mexico
Mexico
Venezuela
Senegal
Mexico
Netherlands
Namibia
USA
USA
South Africa
USA
Canada
USA
USA
Canada

Belize
USA
Ukraine
Argentina
USA
Spain
Moscow
New York
Bangkok
Mexico
Guatemala
Costa Rica
Honduras

Panama
Romania
Mozambique
France
Morocco
Gulf of Guinea

Haiti
USA
India
Russia

Signataires (*liste préliminaire*) :

ATHENA Network	USA
Balance Promoción para el Desarrollo y Juventud	Mexico
BC Persons With AIDS Society	Canada
Bulgarian Gender Research Foundation	Bulgaria
Calmecac Alianza Ciudadana Asociación Civil	Mexico
Canadian AIDS Society	Canada
Canadian AIDS Treatment Information Exchange	Canada
Canadian HIV/AIDS Legal Network	Canada
Center for Health Justice	USA
Center for Health Policy and Innovation	Canada
Center for Reproductive Rights	USA
Central and Eastern European Women's Network for Sexual and Reproductive Health and Rights	Poland
Centre Women and Modern World	Azerbaijan
Centro de Atención Integral en VIH-Sida	Mexico
Centro de Prevención y Apoyo en VIH	
Children Education Society	Tanzania
CILSIDA	Gulf of Guinea
Coalición ecuatoriana de personas que viven con VIH/sida	Ecuador
Coalition of Asia Pacific Regional Networks on HIV and AIDS	Thailand
Coalition PLUS	Switzerland
Colega. O, A.C.- Sexualidades y Derechos Humanos	Mexico
Columbia University	USA
Comisión Nacional de los Derechos Humanos	Mexico
Community Based Research Centre Society	Canada
Community HIV/AIDS Mobilization Project	USA
Coordonnatrice national RIGIAC	
Copperbelt Health Education Project	Zambia
Creathe	Italy
Czech AIDS Help Society	Czech Republic
Delhi Network of Positive People	India
Deutsche AIDS Hilfe	Germany
Empower	India
Era of Mercy	Ukraine
Estonian Network of PLHIV	Estonia
European AIDS Treatment Group (EATG)	regional
Flemish Centre for Expertise and Services on Sexual Health and HIV	Belgium
Foundation Positive Women of the World	Netherlands
Fundación para Estudio a Investigación de la Mujer	Argentina
Fundación REDVIHDA	Bolivia
Fundación Sin VIH-SIDA	Mexico
Georgian Harm Reduction Network	Georgia

Signataires (*liste préliminaire*) :

Global Campaign for Microbicides	Global
Global Forum on MSM and HIV	Global
Global Network of People Living with HIV/AIDS (GNP+)	Global
Groupe Chrétien Contre le SIDA au Togo	Gulf of Guinea
Grupo de Amigos con Vih A.C	Mexico
Guyana RainBow Foundation	Guyana
Health Initiative for Men	Canada
Healthy Options Project Skopje	Macedonia
HIV/AIDS programme Young People We Care	Mexico
HIV/AIDS Services for African Americans in Alaska	USA
HivEurope	Denmark
HIV-Sweden	Sweden
Human Rights Watch	Global
Hungarian Civil Liberties Union	Hungary
Iglesia Católica Antigua del Río de la Plata	Mexico
Instituto de Consejería y Análisis de Temperamento	Mexico
Instituto para el Desarrollo Humano	Bolivia
Instituto SOIS	Brazil
Interagency Coalition on AIDS and Development	Canada
Interfaith Youth Coalition on HIV/AIDS	Myanmar
International community of women living with HIV Eastern Africa	regional
International Community of Women Living with HIV/AIDS (ICW)	global
International Council of AIDS Service Organizations	Global
International Network of People who Use Drugs	Global
International Rectal Microbicide Advocates	USA
International Treatment Preparedness Coalition (ITPC)	Global
INTILLA Asociación Civil	Argentina
Italian League For Fighting Aids National Federation	Italy
Japan AIDS & Society Association	Japan
Japanese Network of People Living with HIV	Japan
JN+	Jamaica
Just Associates of Southern Africa	Zimbabwe
Kenya AIDS NGOs Consortium	Kenya
Kenya Ethical & Legal Issues Network on HIV & AIDS	Kenya
KidAIDS	Cameroon
Kimirina Corporation	Ecuador
Latin American and Caribbean Women's Health Network	Regional
Latin American Center on Sexuality and Human Rights	Regional
Latin American Council of AIDS Service Organization	Regional
Les Anges du ciel Anges du Ciel	Democratic Republic of Congo
Lesotho Treatment Literacy Coalition	Lesotho

Signataires (*liste préliminaire*) :

Letra S	Mexico
LIGA Bonaerense de Diversidad Sexual	Argentina
MANOS UNIDAS POR TI QROO	Mexico
Mecanismo Social de apoyo y control en VIH	Colombia
MIFRO	Angola
Mosaic Training, Service & Healing Centre for Women	South Africa
National MSM and HIV Policy Advocacy and Human Rights Task Force	India
Nicasi Esperanza Vida	Mexico
NPS Italy Onlus	Italy
Odysseus	Slovakia
Open heart House	Ireland
Open Society - Georgia Foundation's Public Health Unit	Georgia
Open Society Initiative for Southern Africa	South Africa
Open Society Institute's Public Health Program	USA
Org. de Mujeres Trabajadoras Sexuales y ex Trabajadoras Sexuales Mexicanas	Mexico
Pastoral EcuMénica VIH-SIDA y la Coordinación Regional del Plan de Acción en VIH y SIDA de la Federación Luterana Mundial	Argentina
Philippine Forum on Sports, Culture, Sexuality and Human Rights	Philippines
Planned Parenthood Federation	UK
Positive Living Association	Turkey
Positive Malaysian Treatment Access & Advocacy Group	Malaysia
Positive Voice	Greece
Positive Wave	Russia
Positivo	Portugal
PREVENSUR	Argentina
Prévention Information Lutte contre le SIDA	Mauritius
Q-Club	Serbia
Red Latinoamericana de Personas Viviendo con VIH	Panama
Red Latinoamericana para la Reforma de las Políticas de Drogas REFORMA	Argentina
Red Mexicana de Personas que Viven con VIH/SIDA	Mexico
Red Nacional de Personas que Viven con VIH/SIDA	Brazil
Red Nacional de personas Viviendo con Vih/Sida	Bolivia
Red Venezolana de Gente Positiva	Venezuela
REDCA+	Costa Rica
Research Unit in Behaviour & Social Issues-Cyprus	Cyprus
Romanian Association Against AIDS	Romania
SADC Parliamentary Forum HIV/AIDS Unit	Namibia
SAHRiNGON Tanzania	Tanzania
Secrétaire Afrique de l'ouest du Forum Francophone TB/VIH	Burkina Faso
Senderos Asociación Mutual	Colombia
Servicios Humanitarios en Salud Sexual y Reproductiva	Colombia
Social AIDS Committee	Poland

Signataires (*liste préliminaire*) :

Society Housing AIDS Restricted Persons	Canada
Surmounter	Ukraine
SWAPOL	Swaziland
Swiss aids federation	Switzerland
TEMA - information center	Belarus
Terrence Higgins Trust	UK
Tororo Forum for people living with HIV/AIDS networks	Uganda
Treatment Action Campaign	South Africa
Treatment Action Group	USA
UDYAMA,ODISHa	India
Ukrainian Network PLWH	Ukraine
Umunthu Foundation	Malawi
Vida Plena Puebla	Mexico
Warning community association of gay men health and fight against HIV	France
Wilson Resource Center	USA
World Care Council	India
World Care Council	France
World Care Council	Congo
World YWCA	Switzerland
Youth Creative Network	Cameroon
Youth Development of Nigeria	Nigeria
Youth Partnership for Peace and Development	Sierra Leone